

DÉCLARATION DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DU CNSC COQUE

Le Centre National Sportif et Culturel Coque établi et ayant son siège 2 rue Léon Hengen, L-1745 Luxembourg (ci-après le CNSC) traite des données à caractère personnel (ci-après DCP) relatives à des personnes physiques dans le cadre de ses activités, telles que définies par la loi du 29 juin 2000, créant et organisant le CNSC. En sa qualité de responsable du traitement des données à caractère personnel, le CNSC souscrit au respect des règles de protection des DCP.

La présente déclaration de protection des DCP entend décrire la manière dont les DCP sont utilisées et protégées par le CNSC selon le type de relation concernée.

1. CHAMP D'APPLICATION

La politique de protection des DCP du CNSC énonce les principes et lignes directrices de ses obligations en tant que « Responsable du Traitement » (personne qui détermine les finalités et les moyens de traitement des DCP) découlant du Règlement n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des DCP et à la libre circulation de ces données, entré en vigueur le 25 mai 2018.

2. DONNÉES COLLECTÉES

Les données collectées se limitent à celles nécessaires à la réalisation des finalités identifiées par le CNSC.

Elles sont notamment recueillies :

- Lors de l'entrée en relations d'affaires et au cours de celle-ci (ex : souscription Coque Kaart, réservation de prestations et d'espaces, mise à jour de vos données clients, participation à des jeux concours, ...)
- Lors de l'utilisation des applications ou de la navigation sur notre site internet (cookies, ...)
- Lors de la remise d'un dossier de candidature pour un emploi
- Lors de demande de service/réservation sur des plateformes tierces (ex : Booking,...)

Différentes catégories de DCP sont collectées dans le respect des dispositions légales :

- Les données d'identification personnelle (ex : nom, date et lieu de naissance, représentant légal, ...)
- Les données de contact (ex : adresse, numéro de téléphone, courriel...)
- Les données financières (ex : moyen de paiement, compte bancaire, historique des paiements, facture...)
- Les données commerciales (ex : location d'espace, réservation de prestations, réservation hôtelière, historique de l'utilisation de la Coque Kaart, analyse web...)
- Les données d'identification (ex : photo)
- Les images captées à l'intérieur et aux alentours des installations et bâtiments par les caméras de vidéosurveillance telles qu'autorisées par la CNPD
- Les données qui servent à évaluer les capacités d'un candidat à un poste (ex : diplômes, expérience professionnelle, formations...)

NB : Les DCP que vous communiquez concernant des tiers (ex : membres de la famille, ...) sont traitées au même titre que vos DCP, en fonction des prestations et finalités correspondantes. Il vous incombe d'informer les personnes concernées.

3. UTILISATION DES APPLICATIONS ET NAVIGATION SUR NOTRE SITE INTERNET

Cookies

Le site Web du CNSC utilise des cookies qui sont stockés sur l'ordinateur de l'utilisateur. Le CNSC peut ainsi tracer la visite de l'utilisateur et enregistrer ses préférences lorsqu'il change de page ou qu'il visite à nouveau le site Web.

Les cookies servent notamment à :

- Conserver les préférences de langue et de pays de l'utilisateur ;
- Recueillir des statistiques sur le nombre d'utilisateurs et leurs habitudes d'utilisation ;
- Accroître la rapidité de chargement des pages du site.

L'utilisateur peut contrôler le comportement des cookies en paramétrant son navigateur en conséquence. Les options du navigateur et les instructions concernant son utilisation sont généralement décrites dans le manuel utilisateur ou le fichier d'aide du navigateur. Si l'utilisateur refuse des cookies, qu'il les verrouille ou qu'il les désactive via son propre navigateur, la disponibilité des services proposés via le site Web peut se trouver réduite. Le fonctionnement de certaines parties du site peut également s'en trouver altéré le cas échéant.

Analyse Web

Le CNSC analyse l'utilisation des sites Web au moyen de Google Analytics.

Boutons vers des médias sociaux

Sur le site Web du CNSC sont intégrées des fonctions (modules complémentaires) de prestataires tiers ou de plates-formes de médias sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn, Twitter). Ces modules complémentaires permettent à l'utilisateur de partager des contenus sur les réseaux sociaux précités. Lors de la consultation du site Web, les boutons sont désactivés par défaut. Cela signifie que sans intervention de la part de l'utilisateur, aucune Donnée Personnelle n'est transmise aux prestataires tiers concernés. Après que l'utilisateur a activé les boutons, des données (notamment des DCP) sont automatiquement transmises par les plug-ins aux prestataires tiers correspondants. Si l'utilisateur, au moment de la visite du site Web, est simultanément inscrit sur le réseau du prestataire tiers concerné, ce dernier peut attribuer la visite au compte réseau de l'utilisateur. Le CNSC n'a aucune incidence sur cet élément. Le but et l'étendue de cette collecte de données et du traitement et de l'utilisation complémentaires des DCP sont détaillés dans les dispositions sur la protection des données des réseaux sociaux concernés. Les Utilisateurs y trouveront également des informations sur les droits et les possibilités de paramétrage concernant la protection de la sphère privée.

4. CONDITIONS DE LICÉITÉ DES TRAITEMENTS DES DCP ET FINALITÉS DE TRAITEMENT

L'ensemble des traitements de DCP effectués par le CNSC se base sur une des bases de licéité suivantes :

- Les obligations légales et réglementaires (ex: transmission des fiches d'hébergement, ...)
- L'exécution d'un contrat, y compris les mesures précontractuelles et l'enregistrement des réservations/prestations et abonnements souscrits : finalité de gestion et d'exécution des services souscrits (Services et accès aux installations souscrits

via la Coque Kaart, locations et mises à disposition d'espaces, ...)

- Les intérêts légitimes du CNSC (ex : détection et prévention des fraudes et actes de vandalisme, actions commerciales auprès de la clientèle, etc.) : finalité de vidéosurveillance, vérification de l'utilisation de la Coque Kaart par le titulaire (photo), ...
- Le consentement : inscriptions aux newsletters, ...
- Protection des intérêts vitaux des personnes concernées : maladies, affections et éventuelles allergies alimentaires à signaler pour une meilleure prise en charge des secours en cas d'accident/ de crise notamment lors des Kids Camps.

5. MESURES DE SÉCURITÉ

L'utilisateur autorise le CNSC à transmettre les DCP à ses collaborateurs ou mandataires en vue de fournir les services et pour les besoins décrits ci-avant. Les collaborateurs, mandataires ayant accès aux DCP sont tenus de garantir le respect de toutes les dispositions applicables en matière de protection des données. Les personnes auxquelles le CNSC donne accès aux DCP au sens de la présente déclaration sont formées à la sécurité et à la protection des données.

Le CNSC a mis en place des dispositifs de sécurité physiques, électroniques et administratifs adaptés afin de protéger les données personnelles, parmi lesquels des pare-feux, des mots de passe personnels ainsi que le cryptage VPN pour l'accès à distance. Le CNSC protège les DCP traitées contre la divulgation et l'accès non autorisé.

6. TRANSFERT DE DONNÉES À DES TIERS

Certains services limitativement énumérés font l'objet de communication des DCP traitées par des tiers :

- La Fiduciaire Centrale du Luxembourg pour la comptabilité clients et fournisseurs pour laquelle le transfert est sécurisé par un cryptage VPN.
- Protel (software U.E.), Booking.com (Plateforme en U.E.) pour les réservations hôtelières, Zenchef (software U.E.) pour les réservations de restauration et Michel Consulting (Plateforme en U.E. pour shop.coque.lu) pour lesquels le transfert est crypté au moyen des procédures de transmission des données SSL «Secure-Socket-Layer» les plus sûres et les plus à jour.
- Mailchimp (plateforme hors U.E) pour les newsletters (Engagement de conformité à consulter sur le site : <https://mailchimp.com/help/mailchimp-european-datatransfers/>).

Lorsque cela s'avère nécessaire, le CNSC transmet les DCP aux instances gouvernementales et autorités de surveillance.

7. DURÉE DE CONSERVATION

Les DCP ne sont conservées que pour la durée strictement nécessaire aux fins qui ont motivé leur collecte. Aucune DCP n'est gardée plus longtemps que la loi n'y autorise.

Les DCP sont supprimées soit à l'issue de leur durée de conservation, soit à la demande de l'utilisateur.

8. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES DCP TRAITÉES

L'utilisateur dont les DCP sont traitées dans le cadre de la présente Déclaration a le droit :

- d'obtenir des renseignements pour savoir si et quelles DCP ont été mémorisées par Le CNSC (catégorie de données, destinataires ou catégories de destinataires, durée de conservation des DCP ou critères de fixation de cette durée) ;
- d'obtenir une copie des DCP les concernant ;
- d'obtenir la rectification des DCP erronées, le cas échéant ;
- d'obtenir la suppression des DCP ;
- d'imposer des restrictions au traitement des DCP ;
- d'obtenir les DCP dans un format structuré, courant et exploitable par un ordinateur ;
- de contester le traitement, notamment à des fins de publicité directe ;
- de retirer son consentement.

Les droits précités peuvent être refusés ou réduits si les intérêts, les droits et les libertés de tiers prévalent ou que le traitement sert à faire valoir, exercer ou défendre des droits légaux du CNSC. Les questions concernant le traitement des DCP doivent être envoyées à la personne responsable de la protection des données du CNSC. Dans un souci de confidentialité des DCP, le CNSC doit s'assurer de l'identité du demandeur avant de répondre à une des demandes susvisées. Ainsi, toute demande devra être accompagnée d'une pièce d'identité.

9. RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DONNÉES

CNSC

Le Responsable de la Protection des Données

2 rue Léon Hengen
L-1745 Luxembourg
E-Mail: info@coque.lu

10. NOTIFICATION

En cas de violation des DCP présentant un risque pour les personnes concernées, le CNSC notifie ce fait à la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD) dans les 72 heures après en avoir pris connaissance. Au cas où cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés de l'utilisateur, le CNSC l'avertira personnellement (sous réserve de disposer de coordonnées de contact).

